

MANUEL TIRARD

*Maître de conférences
en droit public*

Spécialités : Droit public
financier & comparé

manuel.tirard@univ-nc.nc /
mtirard@u-paris10.fr



FORMATION ET CARRIÈRE

- Maître de conférences en délégation à l'Université de la Nouvelle-Calédonie (UNC), membre du Laboratoire de Recherches Juridique et Économique (L.A.R.J.E.), depuis février 2015.
- Maître de conférences à l'Université Paris Ouest-Nanterre-La Défense (UPOND), membre du Centre de Recherches sur le Droit Public (C.R.D.P.), depuis septembre 2010.
- A.T.E.R. et chargé de cours à l'Université Paris Ouest-Nanterre-La Défense, 2007-2010.
- Doctorat en droit public à l'Université Panthéon-Assas Paris II : *La gouvernance aux États-Unis. Étude comparative des conceptions américaine et française du droit public*, sous la direction de Mme le Professeur É. ZOLLER, octobre 2009 (mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité).
- Allocataire de recherches, Université Panthéon-Assas Paris II, 2004-2007.
- D.E.A. de droit comparé (mention bien), Université Panthéon-Assas Paris II, 2003-2004.
- Juriste en droit des affaires et fiscalité à l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie (U.I.M.M.), Marseille, 2000-2003.
- D.E.S.S. de droit et fiscalité de l'entreprise / D.J.C.E. / Magistère de droit des affaires, fiscalité et comptabilité (mention bien) ; Université Paul Cézanne Aix-Marseille III, 2001.

EXPÉRIENCES PÉDAGOGIQUES

COURS

1) À l'Université Paris Ouest-Nanterre-La Défense (UPOND)

- *Droit fiscal approfondi* : Master 2 Droit public général.
- *Politiques publiques* : Master d'Administration publique.
- *Les libertés économiques en droit européen* : Master 1 Droit et Économie.
- *Droit fiscal général* : Licence 3 (coordination et animation de l'équipe de travaux dirigés associés au cours, 10 personnes).
- *Finances locales et Finances publiques* : Licence 2, I.P.A.G. et I.E.J.

2) À l'Université de la Nouvelle-Calédonie (UNC)

- *Droit public comparé* : Master 2 Droit public.
- *Droit des finances publiques & Conventions fiscales* : Master 2 Droit public.
- *Outils de régulation économique des collectivités territoriales* : Master 1 Droit public.
- *Droit constitutionnel et Institutions administratives* : Licence 1.
- *Relations internationales* : Licence 1.

TRAVAUX DIRIGÉS

- *Droit des contrats publics* : Master 1 Droit public (UPOND).
- *Droit fiscal* : Licences 2 et 3 (UNC et UPOND).
- *Droit constitutionnel* : Licence 1 (UPOND).

A L'ÉTRANGER (ENSEIGNANT INVITÉ)

- Université de Kobe, Japon (avril 2014 et 2015). Cours de 20h (en anglais) : *Public Law in France and in the United States. Comparative Analysis*.
- Université d'Istanbul, Turquie (mars 2014). Séminaire de 8h (en anglais) : *Taxation and Public Finances in France and Europe*.
- Université de Vilnius, Lituanie (mars 2013). Intervention (4h) sur *L'intégration budgétaire européenne*.

TRAVAUX DE RECHERCHES, PUBLICATIONS ET INTERVENTIONS

OUVRAGES

- M. TIRARD (dir.), *Les finances publiques autour du Pacifique*, à paraître en 2018.
- M. TIRARD et Y. SEKINE (dir.), *Tri-National University Meeting: "States and Borders"* (actes de la rencontre universitaire franco-germano-japonaise « États et frontières » - Kobe 2015), *Kobe Law Review*, n° 49, 2016, p. 39-218.
- M. TIRARD, C. GONZALEZ-PALACIOS et T. RENSMANN (dir.), *Les aspects culturels de l'État constitutionnel | Los aspectos culturales del Estado constitucional | Kulturelle Bedingungen des Verfassungsstaates* (actes de la 2^e édition de la rencontre universitaire franco-germano-péruvienne - Lima 2014), TUD Press, Dresde, 2015 (264 p.).
- M. TIRARD, C. GONZALEZ-PALACIOS et T. RENSMANN (dir.), *État de droit et démocratie | Democracia y Estado de derecho | Demokratie und Rechtsstaat* (actes de la 1^e édition de la rencontre universitaire franco-germano-péruvienne - Lima 2013), édité par l'Ambassade de France au Pérou, Lima, 2013 (250 p.).
- M. TIRARD, *La gouvernance aux États-Unis. Étude comparative des conceptions américaine et française du droit public*, thèse, Université Panthéon-Assas Paris II, octobre 2009 (512 p.).

ARTICLES

1) Droit public financier (dont droit public financier comparé et européen)

- « Les finances publiques en Australie », à paraître (85 000 signes).
- « Les finances publiques aux États-Unis », in G. ORSONI (dir.), *Dictionnaire encyclopédique de finances publiques*, Économica, à paraître en 2017 (10 000 signes).
- « La comptabilité publique à la lumière du droit public comparé. Approche franco-américaine », in S. KOTT (dir.), *La normalisation des comptes publics*, C.R.D.P et Conseil de normalisation des comptes publics (C.No.C.P), 2017, p. 32-46 (40 000 signes).
- « Les aspects financiers de l'État social », in C. GONZALEZ-PALACIOS, T. RENSMANN et M. TIRARD (dir.), *État de droit et démocratie | Democracia y Estado de derecho | Demokratie und Rechtsstaat* (Lima 2013), édité par l'Ambassade de France au Pérou, Lima, 2013, p. 147-154 (20 000 signes).
- « Le fédéralisme financier au chevet de l'Europe », *Revue française de finances publiques*, n° 124, 2013, p. 131-154 (60 000 signes).
- « L'intégration budgétaire croissante en Europe : entre théorie et réalité », *Revue du marché commun et de l'Union européenne*, n° 569, juin 2013, p. 337-343 (35 000 signes).
- « La constitutionnalisation de l'équilibre budgétaire : les leçons de l'expérience américaine », *Pouvoirs*, n° 140, 2012, p. 101-110 (30 000 signes).
- « Réforme de la fiscalité du patrimoine : la remise en cause de la progressivité du système fiscal se confirme », *Les Petites Affiches*, n° 137, 12 juillet 2011, p. 4-7 (20 000 signes).

- « Pour une autre approche du principe de progressivité de l'impôt. À propos de la loi TEPA », *Revue de droit fiscal*, n° 47, 19 novembre 2009, p. 8-17 (40 000 signes).

2) Droit public essentiellement comparé (hors droit public financier comparé et européen)

- « Avancer dans la résolution du dilemme électoral en Nouvelle-Calédonie. Réflexions à propos du corps électoral pour les provinciales », à paraître (60 000 signes).
- « La régulation aux États-Unis (approche comparée) », in M. BAZEX *et al.* (dir.), *Dictionnaire des régulations* (préf. J-B. AUBY), LexisNexis, 2015, p. 287-294 (35 000 signes).
- « L'intervention de l'État français dans l'économie », in C. GONZALEZ-PALACIOS, T. RENSMANN et M. TIRARD (dir.), *Les aspects culturels de l'État constitutionnel | Los aspectos culturales del Estado constitucional | Kulturelle Bedingungen des Verfassungsstaates* (Lima 2014), TUD Press, Dresde, 2015, p. 97-104 (20 000 signes).
- « Le droit à la scolarisation des personnes handicapées en France et aux États-Unis », in D. ROMAN (dir.), *Les droits sociaux, entre droits de l'Homme et politiques sociales. Quels titulaires pour quels droits ?* (préf. D. ROUSSEAU, concl. M. BORGETTO), L.G.D.J., Lextenso éd., 2012, p. 121-147 (80 000 signes).
- « Les obstacles américains aux droits sociaux à la lumière du droit comparé ». Recension de l'ouvrage de M. V. TUSHNET, *Weak Courts, Strong Rights: Judicial Review and Social Welfare Rights in Comparative Constitutional Law*, Princeton University Press, 2008. Publié par *Raison publique* le 19 mars 2012 ; disponible à l'adresse <http://www.raison-publique.fr/article499.html> (30 000 signes).
- « Privatization and Public Law Values: A View from France », *Indiana Journal of Global Legal Studies*, vol. 15, n° 1, 2008, p. 285-304 (40 000 signes), reproduit en partie in M. ROSENFELD *et al.* (dir.), *Comparative Constitutionalism: Cases and Materials*, West Academic Publishing, St Paul, MN, 3^e ed., juillet 2016.

INTERVENTIONS À DES CONFÉRENCES / SÉMINAIRES (AVEC PUBLICATIONS)

- « La comptabilité publique à la lumière du droit public comparé. Approche franco-américaine », communication au colloque sur les interactions entre comptabilité et droit publics, Ministère de l'Économie et des Finances, Paris, 25 et 26 janvier 2016.
- Présentation de communications lors des rencontres universitaires tri-nationales à Kobe, Minsk et Lima (v. *infra*) :
 - . en 2014 : « L'intervention de l'État français dans l'économie », et « Le droit à l'éducation des personnes handicapées en France ».
 - . en 2013 : « Les aspects financiers de l'État social ».
 - . en 2012 : « L'intégration budgétaire européenne : état des lieux et perspectives ».
 - . en 2011 : « Les modes alternatifs de règlement des litiges et les droits de la défense ».
- « L'expérience française des budgets de programmes », intervention lors d'un séminaire à l'Institut de la Gestion Publique et du Développement Économique (I.G.P.D.E., Ministère de l'Économie et Ministère du Budget), 19 octobre 2010.
- « Privatization and Public Law Values: A View from France », communication à la conférence « Democracy and the Transnational Private Sector », Indiana University School of Law, Bloomington, Indiana, États-Unis, 12-13 avril 2007.

AUTRES TRAVAUX

- Traductions d'interventions présentées par des professeurs anglo-saxons lors de deux conférences du Centre de droit américain de l'Université Panthéon-Assas Paris II. Ces travaux ont donné lieu à l'édition chez Dalloz des ouvrages (dir. É. ZOLLER) : *La liberté d'expression aux États-Unis et en Europe* (2008), et *La conception américaine de la laïcité* (2005).
- Mémoire du D.E.A. de droit comparé, *Droit de retrait et fédérations d'États*, Université Panthéon-Assas Paris II ; 2^e prix du Centre français de droit comparé, 2004.

ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES ET ADMINISTRATIVES

A L'ETRANGER

- 1) *Organisateur de colloques internationaux en qualité de fondateur et co-directeur des Rencontres Universitaires Nanterroises tri-nationales* (v. <http://run.u-paris10.fr>). Direction scientifique (not. publication des actes) & organisation administrative (dossiers de subventions, gestion matérielle) :
 - France, Allemagne (Univ. Osnabrück) & Japon (Univ. Kobe) à Kobe (1^e éd. en juillet 2015).
 - France, Allemagne (Univ. Dresde) & Pérou (Univ. ESAN, San Marcos et PUCP) à Lima (1^e éd. en sept. 2013 ; 2^e éd. en sept. 2014 ; 3^e éd. en nov. 2015).
 - France, Allemagne (Univ. Potsdam) & Biélorussie (BSU) à Minsk (1^e éd. en juin 2011 ; 2^e éd. en juin 2012 ; 3^e éd. en juin 2013 ; la rencontre se poursuit chaque année depuis).
- 2) *Mise en place d'accords européens et internationaux d'échanges d'étudiants* : Universités Kobe (Japon), Louvain et Namur (Erasmus Belgique), ...

EN FRANCE

- Organisateur du colloque international « La Nouvelle-Calédonie face à la crise des finances publiques », Université de la Nouvelle-Calédonie, 12 et 13 juillet 2017.
- Responsable des Relations internationales du département Droit - Économie - Gestion à l'Université de la Nouvelle-Calédonie (niveaux Licences et Master) : orientation, sélection, et gestion des étudiants arrivants et sortants ; développement de l'internationalisation du département et de l'Université en qualité de membre de la Commission des relations internationales (CORI).
- Correspondant ministériel du C2I2 Métiers du droit à l'Université de la Nouvelle-Calédonie.
- Responsable de l'aide à la réussite (ALR) en licences droit et économie / gestion à l'Université de la Nouvelle-Calédonie.
- Direction de mémoires de recherche en Masters 1 & 2 consacrés au droit fiscal (UPOND) et à l'intervention économique des personnes publiques en Nouvelle-Calédonie (UNC).
- Examineur aux concours du C.R.F.P.A (2011-2014) et de commissaires de police (2013).
- Membre entre 2013 et 2016 du groupe de recherches sur la Normalisation des comptes publics ; projet entre le C.R.D.P. de Nanterre et le C.No.C.P. (Ministère des Finances).

DIVERS

LANGUES

- Français : langue maternelle.
- Anglais : courant (lu, écrit, parlé).

INFORMATIQUE

- Bureautique classique (Word, Excel ...).
- Gestion de plates-formes numériques d'apprentissage et de sites Internet (en particulier du site spécialement dédié aux Rencontres Universitaires Nanterroises mentionnées ci-dessus, à l'adresse : <http://run.u-paris10.fr>).